

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-elabore-une-solution-pour-payer-ses-echeances>

**LES MULTIPLES CONSEQUENCES DE LA DECISION DE LA COUR
SUPREME US**

L'Argentine élabore une solution pour payer ses échéances

- Argentine -

Date de mise en ligne : jeudi 19 juin 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La décision de la Cour Suprême des Etats-Unis d'Amérique, concernant les *Fonds Vautours* et l'Argentine va influencer les mécanismes de restructuration des dettes souveraines. L'Argentine élabore une solution pour payer sa dette, à travers un mécanisme de swap, qui passera sans doute par « *défaut technique* ». (article réactualisé)

La brèche ouverte par la justice étasunienne - par son jugement en faveur des Fonds Vautours contre l'Argentine- pour ceux extrêmement minoritaires (en l'espèce moins de 2%) qui n'ont pas adhéré à un mécanisme de restructuration de dette et réclament le remboursement à 100% de la valeur des titres, va générer une onde de choc qui dépasse l'Argentine.

L'Europe ne peut se contenter de regarder la lointaine cousine car Chypre, la Grèce, ... sont autant de cas qui peuvent être concernés mais aussi Italie, Portugal, dont les risques de *défaut* ont augmenté - avec des dettes dépassant largement le 100% du PIB-et qui ne pourraient envisager la restructuration des dettes souveraines en toute quiétude.

L'inquiétude du FMI

Et cela même si des outils anti-fonds vautours ont été mis en place à travers des clauses d'action collective permettent d'empêcher un investisseur de bloquer une restructuration de dette, car ils sont imparfaits. A tel point que le FMI a fait connaître sa « *préoccupation pour les conséquences plus vastes* », voyant déjà les problèmes en cascade.

Anna Gelpern, professeur de droit à Georgetown University , expert en dette souveraine, a expliqué au Wall Street Journal que désormais le FMI et les pays du G7 et les autres devront repenser leur approche de l'immunité souveraine pour les restructurations de dette déjà faites . Et les marchés financier devront établir de nouveaux types de contrats pour éviter ce type de bataille juridique.

Dès lors, on peut se demander si la décision de la Cour Suprême ne traduit pas aussi une mise en garde à ceux qui n'emprunteraient pas la voix classique de l'endettement sans fin, qui, chaque fois, rend plus dépendant des marchés et d'un rapport de force en faveur des Etats-Unis d'Amérique. Une chose à méditer à l'heure de la négociation du traité Transatlantique, entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe.

Le problème dépasse donc clairement l'Argentine. Mais quelles solutions se présentent aujourd'hui au pays pour pouvoir continuer à payer les créanciers de la dette restructurée dans les accords de 2005 et 2008 comme prévu, c'est-à-dire 900 millions de dollars le 30 juin ; Et cela sans voir les versements en question préemptés par le jugement du juge Griesa- confirmé par la Cour Suprême ! (voir [Argentine contre Fonds Vautours : Ne pas céder à l'extorsion ne signifie pas la faillite](#) - concernant les Fonds vautours et permettant de faire main base sur un certains nombre d'actifs argentins dont les comptes en banques utilisés aux Etats-Unis d'Amérique pour le paiement de la dette restructurée. Les juges ont en effet interdit aux banques et autres intermédiaires financiers (chambres de compensation...) travaillant avec l'Argentine et exerçant à New-York, d'aider le pays à honorer sa créance du 30 Juin, afin de payer d'abord les Fonds Vautours *cash*.

Honorer l'échéance du 30 juin

Les avocats de l'Argentine souhaitent rencontrer le juge Thomas Griesa afin de bien comprendre la portée de ses propos quand il estime que son jugement « ne pousse pas l'Argentine dans le défaut de paiement ». Alors qu'en autorisant dans ces conditions le paiement de 1,5 milliard aux *Fonds Vautours*, sa décision permet indirectement aux autres créanciers qui ne sont pas entrés dans l'accord de restructuration - soit au total 7%-, de revendiquer le même traitement, ce qui équivaldrait à déboursier 15 milliards de dollars, soit la moitié des réserves argentines. Sans parler de ceux qui tout en ayant accepté les conditions de la restructuration, les remettraient dès lors en question... Donc de facto au mieux, il jette l'Argentine dans un *défait technique*, au pire dans un *défait réel*. D'autant que les mesures de "stay" qui gelaient la clause restrictive de "pari passu" ont été levées. Ce empêche l'Argentine de payer à New-York le 30 juin sa prochaine échéance de dette."Les exigences de 'pari passu' (traitement équitable) empêchent l'Argentine d'effectuer le paiement de coupons du 30 juin aux détenteurs d'obligations restructurées à moins que, simultanément, elle paie tout ce qui est réclamé par les fonds vautours, ce qui pourrait représenter 15 milliards de dollars au total", explique le communiqué du ministère diffusé le 19 juin.

Dans une conférence de presse mardi 17 Juin, Axel Kicillof, le ministre argentin de l'Economie avait confirmé que différentes solutions étaient à l'étude pour honorer les échéances, et une réunion s'est tenue aujourd'hui avec les présidents des deux chambres et blocs parlementaires.

Techniquement, l'idée est « d'initier une restructuration de dette afin de payer les créanciers en Argentine sous la législation argentine » a expliqué le ministre ; cette idée est dans les tuyaux depuis août dernier lors que la Cour d'appel de New-York avait confirmé le jugement de Thomas Griesa.

Prendre sciemment le risque du défaut technique

Il s'agirait d'offrir aux créanciers adhérant à la restructuration de la dette d'accepter d'échanger les bons en leur possession contre d'autres qui seraient sous juridiction argentine et pourraient être payés auprès de banques argentines. Puisque les modalités des opérations de restructuration de 2005 et 2008 fixaient New-York comme le lieu de paiement des titres, lieu qui ne peut pas être changé sans procéder à une nouvelle opération d'échange. Mais cette seule modification implique indirectement un *défait technique*, puisque suppose de ne pas payer dans le lieu prévu initialement.

Anticipant cette situation, l'agence de notation *Standard & Poor's* a abaissé mardi la note souveraine de l'Argentine à CCC- en l'assortissant d'une perspective négative qui peut faire craindre une nouvelle dégradation, ce qui mécaniquement va attiser la faim de nouveaux *Fonds Vautours* qui sont aux aguets.

Estelle Leroy-Debiasi pour El Correo

Pour en savoir plus une sélection d'articles :

- [Fonds Vautours : L'Argentine devant la Cour Suprême US](#). El Correo, 12 février 2014.
- [Argentine contre Fonds Vautours : la Cour Suprême US se penchera sur le sujet](#). El Correo, 14 janvier 2014.
- [Fonds Vautour : La Cour suprême des Etats-Unis a rejeté l'étude du cas argentin](#). El Correo, 8 octobre 2013.
- [Argentine contre Fonds Vautours : l'AG de l'ONU prise à témoin](#). El Correo, 28 septembre 2013.
- [Dette souveraine argentine-USA : La victoire des vautours](#). El Correo, 15 septembre 2013
- [Argentine contre Fonds Vautours : Soutien de la France, ambiguïté du FMI sous pression US](#). El Correo, 30 juillet 2013.
- [Bras de fer entre l'Argentine et les fonds vautours : Le dangereux lobby de l'ATFA](#). El Correo, 23 novembre 2012

* **Estelle Leroy-Debiasi** est journaliste professionnelle, Diplômée en Economie, ex rédactrice en chef du quotidien français économique *La Tribune*.

[El Correo](#). Paris, le 18 juin 2014, actualisé le 19 Juin 2014.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.